

Yopougon, Yop city, Poy... périphérie et modèle urbain ivoirien

Jean-Fabien Steck

DANS **AUTREPART** 2008/3 n° 47 , PAGES 227 À 244

ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 1278-3986

DOI 10.3917/autr.047.0227

Date de mise en ligne : 01/03/2010

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-autrepart-2008-3-page-227?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [Cairn.info/copyright](http:// Cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Yopougon, Yop city, Poy... périphérie et modèle urbain ivoirien¹

Jean-Fabien Steck*

À Yopougon...

D'abord il faut prouver qu'on n'a pas besoin d'argent, donc se montrer suffisant même si on n'a rien. Les critères ethno-régionaux même s'ils ne sont pas nécessaires peuvent peser dans la balance. Vous voulez que je sois plus explicite ?

Bon, allons-y. Euh... vous savez tout de même que l'une des conditions pour se sentir comme un poisson dans l'eau à Yopougon c'est d'être euh... Bété, FPI et Africa ? (Les Bété ne le prenez pas en mal dè). Donc si vous êtes dans l'un ou l'autre cas c'est pas déjà mal. Maintenant ce qui va être déterminant lorsque vous aborderez une fille c'est d'être... soûlard. Eh, oui, le seul endroit à Poy où les dés sont déjà pipés quand on est avec une go, c'est le... maquis !!!

Une fois installé, commencez par lui proposer quelque chose à boire. Au début elle prendra une sucrerie et fera comme si cet endroit la répugne, mais ne vous y fiez pas. Au bout de trente minutes, vous verrez qu'elle boit autant qu'une éponge. Ne vous pressez pas trop, attendez qu'elle ait avalé un demi casier de poki avant de vous jeter à l'eau. Elle fera comme si ça ne l'intéresse pas mais ne vous en faites pas, ce sont les phases. Au moment de régler la facture ouvrez votre porte-monnaie devant elle pour qu'elle voit tous vos billets. Quand il s'agira de rentrer, vous verrez qu'elle vous suivra comme votre ombre dans l'espoir de vous faire encore le show dans un autre maquis. Au réveil, remettez-lui mille francs pour son transport, c'est tout !

A Yop, c'est l'alcool qui séduit.

« Yopougon, Adjamé, Marcory, Port-Bouët...
Nouveau millénaire, nouvelles techniques de drague »,
Gbich !, 16-22 mars 2001

Depuis octobre 2000 et la mise au jour du charnier de Yopougon, où avaient été entassés les corps de 150 Dioula² assassinés par des gendarmes au lendemain d'élections présidentielles tronquées, le nom de la plus importante des dix communes

1. Cet article actualise et développe une communication présentée le 4 novembre 2003 à Villeteuse lors des Rencontres géographiques de Paris 13 organisées par S. Didier et M. Morange (*Aux marges de la ville : expériences et histoires africaines et sud-américaines d'intégration urbaine*). Sa rédaction a été achevée en avril 2007.

* Maître de conférences en géographie, Laboratoire de géographies comparées des Sud et des Nord « Gecko », Université de Paris 10-Nanterre – jsteck@u-paris10.fr.

2. À l'origine caste de commerçants islamisés malinké, par extension tout ressortissant du « Nord ». Par convention, les noms d'ethnies – ou assimilés – sont invariables.

d'Abidjan³ (avec près de 700 000 habitants sur 3 000 000 selon le RGP de 1998) est intimement associé à la crise ivoirienne. De la tentative de coup d'État du 19 septembre 2002 à la partition du pays qui l'a suivie, Yopougon est devenue le haut lieu du nationalisme « patriotique » des soutiens les plus actifs du président Gbagbo. Pourtant, si elle peut apparaître aujourd'hui comme un acteur intransigeant de la crise ivoirienne, il fut un temps encore assez proche où Yopougon représentait tout autre chose dans l'imaginaire collectif ivoirien, où son seul nom évoquait la fête, la convivialité⁴, et surtout une certaine forme d'innovation culturelle urbaine, souvent associée à la débauche, au sexe, à l'alcoolisme et à la drogue. Yopougon fut en effet, pendant de nombreuses années, perçue comme l'enfant terrible de l'« invention urbaine » ivoirienne.

C'est une commune un peu particulière, apparemment paradoxale, à laquelle cet article s'intéresse, en attirant l'attention, par cet exemple, sur l'importance des lieux dans les dynamiques sociales et politiques urbaines. Bien qu'elle soit une périphérie d'Abidjan, elle représente encore un front urbain (fig. 1a) et elle reste assez mal reliée au reste de la métropole lagunaire ; bien que conçue pour des classes moyennes en émergence, elle est frappée de plein fouet par les crises économiques qui se succèdent depuis la fin des années soixante-dix et se paupérise. On testera ici l'hypothèse selon laquelle on ne peut, malgré tout, guère l'analyser ni exclusivement en tant qu'espace périphérique ni, encore moins, en tant qu'espace marginal.

Yopougon en situation(s) : un projet urbain d'envergure nationale

Yopougon occupe dans la géographie et l'histoire urbaines abidjanaises une place particulière (fig. 1c). Localisée à l'ouest de la baie du Banco, Yopougon apparaît comme un quartier isolé, éloigné et en même temps porte d'entrée de l'agglomération : l'autoroute y débouche, ainsi que les principaux axes routiers qui mettent en relation la métropole ivoirienne avec les régions ouest et nord du pays, ainsi qu'avec les pays enclavés de la boucle du Niger, Mali et Burkina Faso qui dépendaient essentiellement (avant 2002) de son port. Pour bien la comprendre, et bien comprendre ce qu'elle représente dans l'agglomération abidjanaise, il est nécessaire de revenir sur son histoire, résumé des ambitions urbaines de la Côte d'Ivoire des années du « miracle » économique.

Les prémices de l'urbanisation du plateau du Banco

L'urbanisation de Yopougon a commencé au milieu des années soixante. Ce furent d'abord des extensions spontanées, qui correspondaient alors à un étalement urbain non planifié, où les acteurs principaux étaient les autorités villageoises, détentrices d'un pouvoir foncier important que seule, quand l'espace devient officiellement urbain, une purge (rémunérée) des droits coutumiers abolit⁵, les promoteurs

3. Depuis 2001, un « district autonome » regroupe ces dix communes et trois communes périphériques (Sangon, Anyama, Bingerville).

4. une récente bande dessinée [Abrouet, Oubrière, 2005, 2006 et 2007] prend Yopougon pour cadre afin d'évoquer la vie quotidienne de jeunes ivoiriens dans la Côte d'Ivoire de la fin des années soixante-dix.

5. La réalité et la pratique sont en fait plus complexes, notamment sur les franges urbaines de Yopougon.

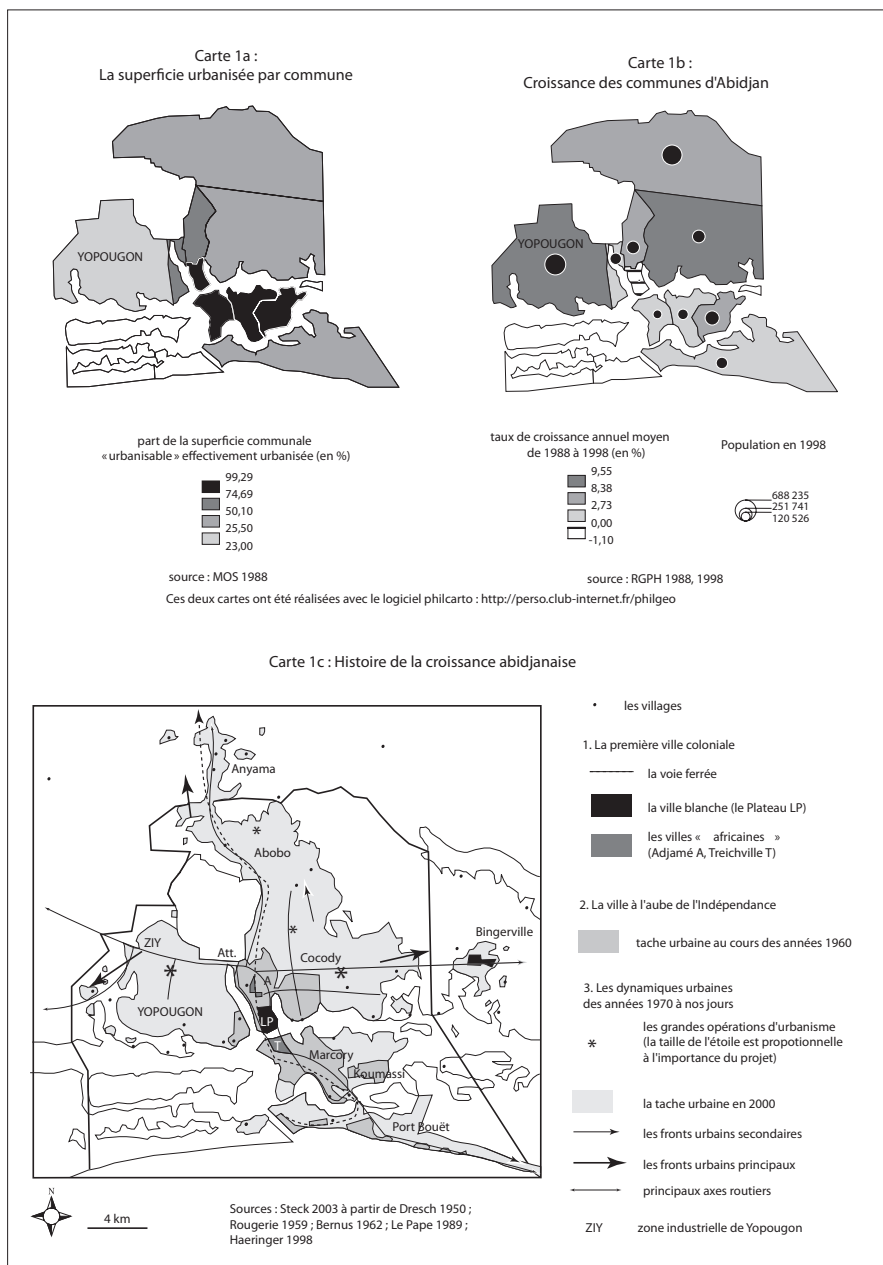


Fig. 1 – Yopougon en situations : une commune d'Abidjan

informels et auto-promoteurs. Cette extension de la ville en périphérie lointaine est le plus souvent a-légale et marginale l'accès aux infrastructures et services urbains étant évidemment quasi-inexistant et lacunaire. Elle ne pouvait ni offrir une solution durable de gestion de la croissance abidjanaise, ni correspondre au modèle de développement que la Côte d'Ivoire du miracle avait choisi. La mission Depret de 1967, en reprenant des plans antérieurs, attirait particulièrement l'attention sur l'intérêt que représentait le plateau du Banco, en tant que tel et comme support potentiel à un programme d'urbanisation pouvant éventuellement corriger les déséquilibres de l'agglomération et accompagner les perspectives de croissance démographique que les enquêtes de la société d'économie et de mathématiques appliquées (SEMA) avaient envisagées entre 1963 et 1967 pour les quinze années suivantes.

Un projet encadré

Yopougon est d'abord à considérer comme une opération urbanistique qui doit permettre une croissance rationnelle d'Abidjan : c'est un élément planifié de l'étalement urbain abidjanais, une périphérie encadrée où, dès le début du programme les anciennes constructions illégales furent détruites pour laisser la place à des lotissements. L'extension officielle d'Abidjan sur le plateau du Banco devait ainsi permettre une extension de l'offre de logement, autant destinée à une classe moyenne que le miracle ivoirien voyait en forte croissance qu'à des populations plus modestes à qui étaient proposés, sous le contrôle de l'État et sous certaines conditions⁶, des logements économiques. Yopougon ne peut se comprendre indépendamment de cette dimension sociale finalement très fortement intégratrice : le modèle alors recherché est par certains aspects plus celui des *suburbs* nord-américaines que celui du débordement de la ville sur ses marges qu'au mieux l'État encadre *a minima* dans la majeure partie des grandes villes du continent.

Cette extension est assez précisément planifiée [Yapi Diahou, 1981], à au moins trois échelles :

- celle de l'agglomération dans laquelle elle prend place et dont elle devient une composante importante ;
- celle de Yopougon en tant que ville, structurée autour d'un axe nord-sud ;
- celle des quartiers qui la composent à la structure toujours identique (un « centre de quartier » regroupant des activités tertiaires mixtes – *ie* incluant les services à la population locale) et dont la construction fut d'abord confiée à des sociétés immobilières⁷ publiques et d'économie mixtes, puis de plus en plus privées [Haeringer 2000, p. 427-428], alimentées pour beaucoup par des capitaux libano-ivoiriens.

6. Les critères de la Commission nationale d'attribution des parcelles privilégiaient ainsi les salariés et les Ivoiriens – ce qui ne fut pas sans conséquences sur le devenir du projet et de la commune.

7. Ces sociétés ont d'ailleurs presque toutes donné leurs noms aux différents quartiers qu'elles ont contribué à édifier (SIPOREX, SIDECI, SICOGLI...).

Ces dernières sont d'ailleurs une des principales raisons qui pourraient inviter à envisager Yopougon comme une *suburb* : s'il y a promotion immobilière, c'est qu'il existe un marché immobilier et donc une clientèle solvable, éventuellement – mais pas systématiquement – avec l'appui de prêts bancaires. Dernier élément, la construction de Yopougon, sur un plateau assez éloigné du centre d'Abidjan ne peut se concevoir que dans une perspective de croissance du parc automobile – laquelle renvoie à l'équipement routier projeté auquel la mission Depret fait allusion –, là encore symbole de l'émergence d'une classe moyenne et illustration du miracle ivoirien.

La crise qui a frappé le pays dès la fin des années soixante-dix a évidemment eu des conséquences désastreuses sur cette conception urbaine et sur son fonctionnement réel depuis.

Une « ville nouvelle » ?

Le projet yopougonnaute ne pouvait pourtant pas se réduire – quoi que ce fut essentiel – à cette seule dimension suburbaine, certes périphérique mais nullement marginale. Évidente, cette référence est très incomplète et Yopougon, au moins autant, sinon plus qu'une banlieue, fut aussi conçue comme une ville nouvelle. N'oublions pas que la planification et l'urbanisation du plateau du Banco fut mise en place à la fin des années soixante, que les coopérants français, experts, ingénieurs et urbanistes, étaient à cette époque fort nombreux et que le plan Delouvrier de 1965, avec l'introduction en France de villes nouvelles fortement amendées dans leur conception par rapport à leur modèle britannique, était devenu une référence importante. Ainsi Yopougon, malgré sa proximité, devait peser sur l'évolution d'Abidjan et corriger certains déséquilibres de structure pénalisant pour la métropole : en particulier l'opposition entre la localisation des emplois dits « modernes », les seuls à avoir été considérés comme potentiellement porteurs de développement, au sud de la lagune, et la localisation des extensions résidentielles au nord. Yopougon devait certes permettre d'absorber la croissance démographique abidjanaise, avec Abobo et Cocody-Riviera, mais elle devait en plus offrir à ses résidents des emplois *in situ*.

Outre les « centres de quartier » déjà évoqués, et qui étaient au cœur de ce projet associant résidences et activités, une vaste zone industrielle fut conçue au nord-ouest du plateau du Banco, non loin du passage de l'autoroute. Inaugurée en 1972, elle devait être complétée ultérieurement – ce ne fut jamais le cas – par l'extension des installations portuaires sur la façade lagunaire du nouveau quartier. Débouché important pour un marché de l'emploi localisé, la portée de cette zone industrielle est toutefois plus ample : elle doit aussi être analysée comme une des expressions du miracle ivoirien, de la puissance économique du pays et de sa capacité à se donner les moyens de devenir un producteur industriel destiné aux marchés locaux et non plus seulement un relais entre l'Afrique de l'Ouest et le reste du monde. L'étude [Dubresson 1989, p. 148-177] des types d'activités industrielles que l'on rencontre dans cette zone industrielle, par ailleurs marquée par l'importance des PMI, est en effet révélatrice d'une industrie destinée avant tout à la satisfaction de marchés de consommation locaux (agroalimentaire, habillement, matériaux de

construction...), nationaux et ouest-africains. Plus de 100 entreprises y étaient situées quinze ans après son inauguration, employant plus de 8 000 salariés ; on en compte aujourd'hui environ 300 – mais beaucoup souffrent de la situation actuelle de crise consécutive à la guerre.

Par son projet, Yopougon est donc bien plus qu'une extension périphérique d'Abidjan. Ville nouvelle, elle est destinée à avoir une certaine autonomie, du moins sur le plan de l'emploi [Yapi Diahou, 1984], et à jouer un rôle majeur dans la gestion conjointe de la croissance mégapolitaine et du développement économique de la métropole : la logique qui accompagne ce programme renvoie donc à la création d'un pôle structurant au sein de l'agglomération. En tant que modèle urbain⁸, elle peut apparaître qui plus est comme le lieu par excellence où la classe moyenne ivoirienne alors naissante allait pouvoir s'épanouir et porter ainsi hors des frontières un modèle urbain qui est le pendant – le complément indispensable – de ce que le Plateau, vitrine internationale incontournable, représente en tant que centre urbain vertical, moderne et métropolitain. Elle est enfin un gage, par promoteurs interposés, de l'importance que les autorités ivoiriennes accordent à l'initiative privée, même très aidée par l'État (sociétés d'économie mixte).

Du projet urbain à la pratique citadine en temps de crise : une ville ou une marge ?

Toutefois, si on a pu montrer que ce projet, assez précisément cadré et délimité, était destiné essentiellement à une classe moyenne, et donc à un processus d'ascension et d'insertion économiques et sociales nationales qui ont *a priori* peu à voir avec une quelconque marginalisation, on peut raisonnablement s'interroger sur sa destinée après que le miracle ivoirien a cédé la place à la crise. Après avoir été les bénéficiaires des années fastes de la Côte d'Ivoire, les Yopougonautes n'ont-ils pas été marginalisés ? On doit d'autant plus poser la question que la crise en mettant un terme à ces projets d'aménagements, sans doute autant pour des raisons économiques, financières et budgétaires que du fait d'arbitrages favorisant, au sein de l'agglomération abidjanaise le Plateau et l'autre grand projet périphérique de Codody-Riviera, a fait de Yopougon par bien des aspects un programme urbain inachevé ?

Trois aspects méritent attention : l'inachèvement du programme urbain, notamment des infrastructures routières, fait de Yopougon une commune qui reste mal reliée au reste de l'agglomération ; en fait de ville nouvelle (semi-)autonome, Yopougon n'a pas réussi à atténuer les déséquilibres abidjanais – peut-être les a-t-elle même renforcés étant devenue elle-même en partie dépendante du reste de l'agglomération ; le développement de l'informel, très important, oblige enfin à poser économiquement et socialement la question de la marginalité.

8. Qu'un des lecteurs anonymes de cet article propose même de considérer, non sans goût de la provocation, comme « précurseur des villes durables avant l'heure », associant, dans l'esprit de ses concepteurs, mixité sociale (la production de logements sociaux subventionnés fut importante) et fonctionnelle et ménageant pour de futures installations (équipements collectifs, infrastructures...) des réserves foncières – lesquelles servent bien souvent aujourd'hui de support à une urbanisation « informelle ».

Une commune qui reste assez mal reliée à Abidjan

Le premier élément essentiel à l'analyse de ce qu'est devenu le projet yopougonnaute concerne sa situation dans l'agglomération abidjanaise, et plus particulièrement son isolement relatif. Certes, Yopougon est traversée par la seule autoroute du pays, mais cela ne suffit pas à en faire un fragment de l'agglomération qui lui soit bien rattaché – les échangeurs qui relient Yopougon à cette voie sont en effet peu nombreux. Le projet urbain reposait bien sur une certaine autonomie – c'est le principe même du modèle urbain qui fut choisi – mais celle-ci ne pouvait se comprendre que si Yopougon était à même de faire partie d'une seule agglomération, ce qui supposait que des liens, des infrastructures et des réseaux de communication existent et permettent à l'ensemble de faire système.

Du fait de la situation de crise économique et financière que la Côte d'Ivoire a eue à affronter dès le milieu des années soixante-dix, débouchant sur un premier plan d'ajustement structurel en 1981, le projet yopougonnaute, produit d'un fort volontarisme étatique et budgétisé en conséquence, fut donc considérablement réduit. Certes, l'État n'était pas seul à intervenir, mais c'est lui qui était, entre autres, responsable du financement des infrastructures, et notamment des projets de ponts qui devaient franchir la Baie du Banco. Le premier ouvrage prévu n'est encore aujourd'hui qu'à l'état de plan. Les effets de la crise sur la population, et singulièrement sur cette classe moyenne tout juste émergente, furent eux aussi remarquables, au point qu'il ne fut plus possible d'envisager la poursuite de la croissance du taux d'équipement de ces ménages en véhicules automobiles : la dimension suburbaine de Yopougon fut alors gravement compromise. L'éloignement et l'isolement relatifs d'une périphérie par rapport à son centre, toujours problématique, semblent l'être plus encore quand, comme ici, sa population est en cours de paupérisation.

Yopougon apparaît depuis lors comme un quartier doublement isolé (fig. 2) : par les lacunes du plan routier abidjanais, seule l'autoroute inaugurée en 1979 permet de relier Abidjan et est souvent embouteillée – l'ancienne route qui la complète de façon malcommode est dans un état déplorable – ; par les difficultés que rencontrent les Yopougonnautes pour rejoindre le reste de l'agglomération, essentiellement grâce aux transporteurs informels⁹, peu pratiques car aux itinéraires fractionnés et chers. Les navettes lagunaires, dont l'embarcadère principal est situé à l'écart de la commune, n'offrent finalement un service efficace que pour une partie seulement des résidents. Ne serait-ce que par cette question des transports et du lien avec Abidjan, Yopougon apparaît bien, en fait, comme une commune périphérique ayant à lutter, du fait de son isolement, contre une certaine forme de marginalisation spatiale au sein de l'agglomération.

9. Les *gbaka* (« paniers » en dioula) sont des minibus de 18 places, de marques japonaises, qui assurent les liaisons entre Yopougon et Adjamé ; les *wôrô-wôrô* (« trente [francs]-trente [francs] » en dioula) sont des voitures qui en suivant des itinéraires précis au sein d'une commune font office de taxis-collectifs – très présents, on s'en doute, et de très longue date, à Yopougon.

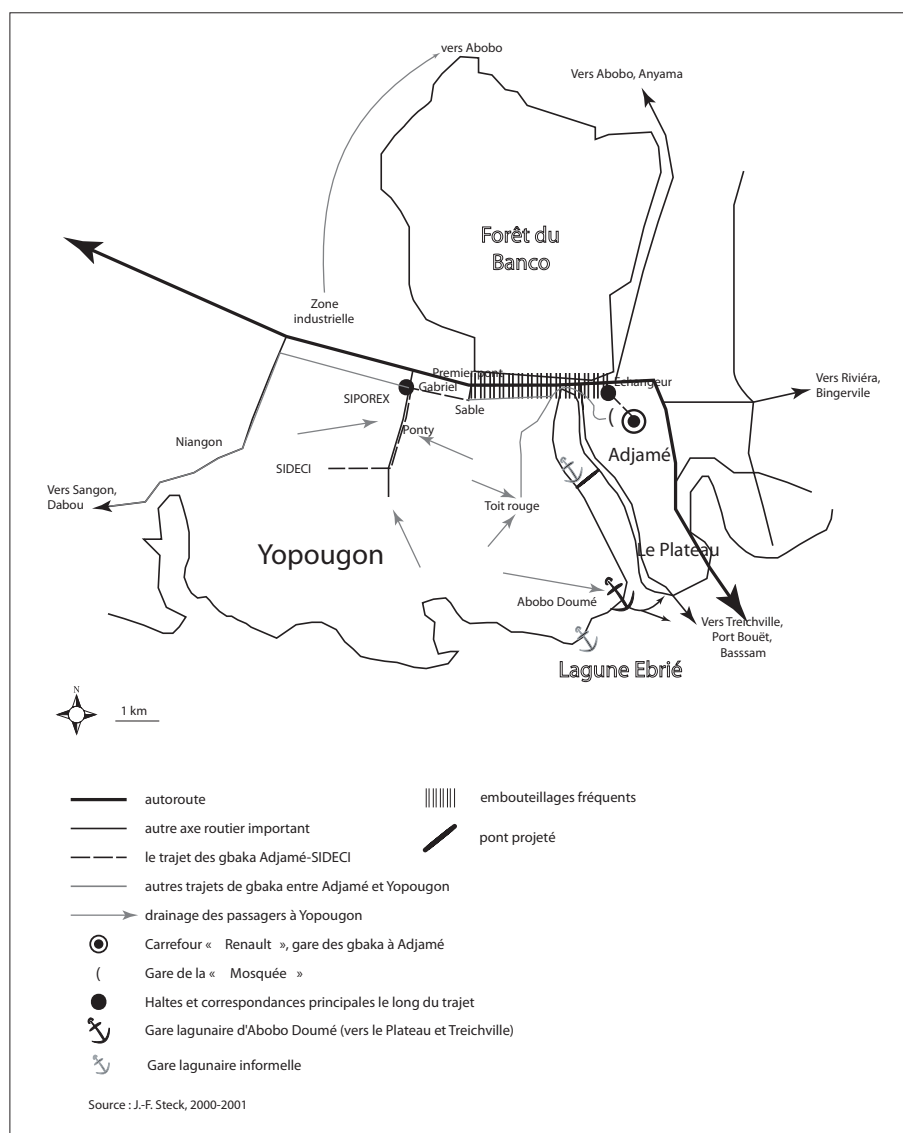


Fig. 2 – Le difficile rattachement de Yopougon à l’agglomération abidjanaise

Yopougon, Abidjan et les déséquilibres de l'agglomération

Cette question des transports et du lien avec Abidjan n'est toutefois véritablement importante que justement parce que Yopougon a en partie échoué à devenir une ville nouvelle, un pôle structurant de l'agglomération à même de corriger les déséquilibres de la métropole ivoirienne : pour près d'un quart de la population de l'agglomération, on y rencontre qu'un huitième des emplois, les communes sud de l'agglomération en concentrant la moitié et même près des trois quarts si on inclut le Plateau et Adjamé¹⁰. Cet échec, qu'il faut tout de même relativiser au regard des conditions économiques générales, est en partie imputable à la non-réalisation des extensions portuaires au sud de la commune, mais aussi aux contraintes rencontrées par la zone industrielle nord – qui a du revoir ses ambitions dans un contexte économique peu porteur et de plus en plus concurrentiel – et à l'échec des « centres de quartier » finalement fort peu mixtes, au mieux centres commerciaux (les superettes y sont de plus en plus nombreuses [Bredeloup 2005, p. 266]) et de services locaux (*Western Union*, banques, poste...).

Mais l'incapacité de Yopougon à atténuer les déséquilibres de l'agglomération abidjanaise n'est pas seulement l'une des conséquences de l'échec relatif de son développement économique. C'est aussi une des conséquences de son peuplement par des classes moyennes, fonctionnaires d'État pour beaucoup, et dont le travail restait situé dans le centre administratif du Plateau, lequel est caractérisé par une très faible population (un peu plus de 10 000 résidents) et par une forte concentration d'emplois (85 000, un peu plus qu'à Yopougon). De façon générale d'ailleurs, le projet yopougonnaute, initialement conçu, rappelons-le, avec un souci de mixité sociale, a été récupéré en partie par des citoyens de longue date, salariés moyens et aisés¹¹ et travaillant pour beaucoup d'entre eux au sud et au centre de l'agglomération, qui ont utilisé le quartier dans le cadre de stratégies résidentielles – et locatives – qui ne se justifiaient que par rapport à l'agglomération dans son ensemble, au risque d'induire un biais dans la réalisation du projet initial. Les néo-citadins, qui constituent une majorité de yopougonautes (39 % des habitants de Yopougon sont nés à Abidjan, contre 42 % en moyenne pour l'ensemble de l'agglomération), se sont installés là dans le cadre d'une migration qui avait pour but Abidjan dans sa globalité.

L'importance de l'informel en questions

L'importance permanente à propos de cette commune de la question de l'emploi impose que l'on évoque la question des activités de l'informel qui selon l'actualisation du Schéma directeur du Grand Abidjan (*JO de la Rép. de Côte d'Ivoire*, 26.11.2000) dominant dans la commune et concentrent l'essentiel des

10. L'importance des emplois de l'informel étant toutefois probablement sous-évaluée. Les emplois salariés, mis à part ceux que l'on rencontre dans la zone industrielle de Yopougon, se concentrent eux aussi toujours au centre et au sud de l'agglomération, dans des proportions encore plus importantes.

Tous les chiffres relatifs à la population abidjanaise et à l'emploi sont issus du RGP de 1998.

11. « L'accusation d'inefficacité des structures administratives chargées de la répartition du parc immobilier et de la politique du logement d'État cache mal une politique organisée pour favoriser plutôt l'accès à la propriété des classes moyennes » [Dembele, 1997, p. 489].

emplois. Deux questions se posent alors. Cette importance de l'informel est-elle une illustration, une forme de la marginalisation économique et sociale de la commune venant compléter sa relative marginalisation spatiale au sein de l'agglomération ? Cette importance de l'informel joue-t-elle un rôle sur les dynamiques de Yopougon au sein de l'agglomération, et notamment au regard de sa situation périphérique et de ses évolutions depuis les crises urbaines de la fin des années soixante-dix ?

La première question appelle une réponse rapide, qui dépasse bien évidemment le simple cas de Yopougon. Le lien entre informel et marginalisation des citoyens qui y exercent une activité est tout sauf évident : bien sûr, l'informel peut-être considéré comme un déclassement, en particulier quand de jeunes diplômés s'y replient après avoir échoué à trouver un travail salarié. C'est d'ailleurs particulièrement le cas ici où le niveau scolaire des entrepreneurs informels est en moyenne plus élevé que dans toutes les autres communes d'Abidjan (39 % ont au moins un niveau secondaire, contre 27 % en moyenne dans l'agglomération abidjanaise¹²). Mais derrière ce déclassement apparaît en fait souvent une stratégie de maintien en ville dont on aurait tort de négliger l'importance : c'est justement pour ne pas être exclus de la ville que des jeunes exercent de plus en plus des fonctions d'entrepreneur informel – quitte à doubler leur formation scolaire d'une formation en apprentissage [Steck 2003a]. L'informel, à Yopougon comme dans beaucoup d'autres communes de l'agglomération, n'est plus un moyen de s'insérer en ville : c'est un moyen de s'y maintenir, espère-t-on durablement (il y a bien longtemps qu'il n'est plus considéré comme seulement « transitoire », même en période de crise). En ce sens, bien que périphérique et alimentée en grande partie par l'immigration urbaine, Yopougon apparaît comme une commune où ses résidents sont profondément attachés à leur statut de citoyens.

La deuxième question renvoie plutôt à la question de la marginalisation spatiale, à laquelle théoriquement peut conduire le développement de l'informel : la croissance d'une offre commerciale de proximité et le jeu concurrentiel du coût local des marchandises et des services comparé aux coûts extérieurs transports inclus peut en effet donner l'illusion d'un repli à une échelle relativement fine des aires de chalandise et donc des possibilités – parfois imposées – de mobilité commerciales et de rattachement au reste de l'agglomération... à moins que l'on ne considère, dans le cas de Yopougon, que l'informel ait enfin réussi à faire fonctionner la commune comme une ville nouvelle associant résidences, activités, marchés et services aux populations. De fait, les commerçants yopougonautes sont majoritairement des résidents (95 % contre 78 % dans l'ensemble de l'agglomération), dont les capitaux initiaux viennent à 58 % de la commune – Yopougon – (51 % dans l'ensemble de l'agglomération), dont les clients sont estimés par les commerçants être issus de la même commune pour 80 % d'entre eux (contre 63 % dans l'ensemble de l'agglomération) et qui dépensent à Yopougon l'essentiel de ce que leur activité leur rapporte (98 % des achats quotidiens, chiffre sans équivalent dans aucune autre commune).

12. Tous les chiffres relatifs aux entrepreneurs informels sont tirés de Steck [2003b].

Au-delà de ce tableau assez édifiant, il convient toutefois de souligner que loin de fonctionner en autarcie complète, le système informel yopougonnaute a été assez performant pour rayonner ponctuellement sur toute l'agglomération. C'est le cas de la vente de matériaux de construction, ce qui est logique dans un quartier en construction, associant programmes immobiliers, parcelles attribuées officiellement et production informelle croissante de logements [Yapi Diahou, 2000], du fait notamment du contournement de la dimension sociale du projet initial. C'est aussi le cas de la vente de fripes, le marché de Kouté quoi que très enclavé au sud de la commune, étant devenu le principal rendez-vous des grossistes abidjanais. C'est enfin le cas de la restauration et des loisirs nocturnes. Yopougon participe ainsi d'un mouvement global de spécialisation locale de l'espace urbain de l'agglomération abidjanaise par les activités de l'informel, dont le quartier SIPOREX, à la fois porte d'entrée et centre de la commune, est emblématique (fig. 3a).

Entre le projet initial et la situation actuelle de Yopougon, on ne peut manquer de souligner l'originalité du parcours de cette commune au sein de l'agglomération. Indépendante, mais malgré tout encore fortement attachée à Abidjan (l'ampleur des débats autour des conditions d'accessibilité au centre en est une illustration), en cours de paupérisation, mais pas nécessairement en voie de marginalisation... Yopougon offre un observatoire intéressant et singulier des dynamiques des périphéries des grandes villes africaines.

Yopougon, un modèle urbain national ?

L'approche yopougonnaute serait toutefois incomplète si on ne la considérait que d'un point de vue abidjanais. On a vu, notamment à propos du projet initial, combien Yopougon avait été dès le début accompagnée d'une autre ambition : être un modèle urbain ivoirien. Les conditions qui ont conduit à l'effondrement du miracle ivoirien et à la crise actuelle ont en partie eu raison de cette ambition... Mais si Yopougon n'est plus qu'un modèle urbain incomplet et, ce faisant, imparfait, la commune reste malgré tout encore une référence à Abidjan, en Côte d'Ivoire et même en partie en Afrique de l'Ouest. Il ne s'agit plus ici seulement de modèle urbain au sens technique du terme, mais au sens culturel. Yopougon a su s'imposer à Abidjan comme foyer de culture urbaine de toute première importance, d'abord par ses dancings, apparus dès les prémices de l'urbanisation du plateau du Banco, et maquis. Elle a détrôné Treichville et son identité urbaine « africaine » historique remontant à son héritage colonial de cité indigène devenue ensuite une des composantes du centre de l'agglomération, mais aussi, conjointement, en tant que haut lieu de la contestation politique, fer de lance de la lutte pour la démocratisation de la Côte d'Ivoire, puis de la construction d'un discours identitaire nationaliste. La destinée de Yopougon, et donc sa compréhension, est indissociable de cette autre évolution qui contribue à en faire une sorte de référence, de lieu central identitaire.

S'il est nécessaire de revenir sur ce qui a fait de Yopougon un haut lieu de la culture urbaine ivoirienne, en tentant d'en décrire les grandes lignes ainsi que les processus qui l'ont fait émerger, il faudra ensuite – quoi qu'en fait les deux soient

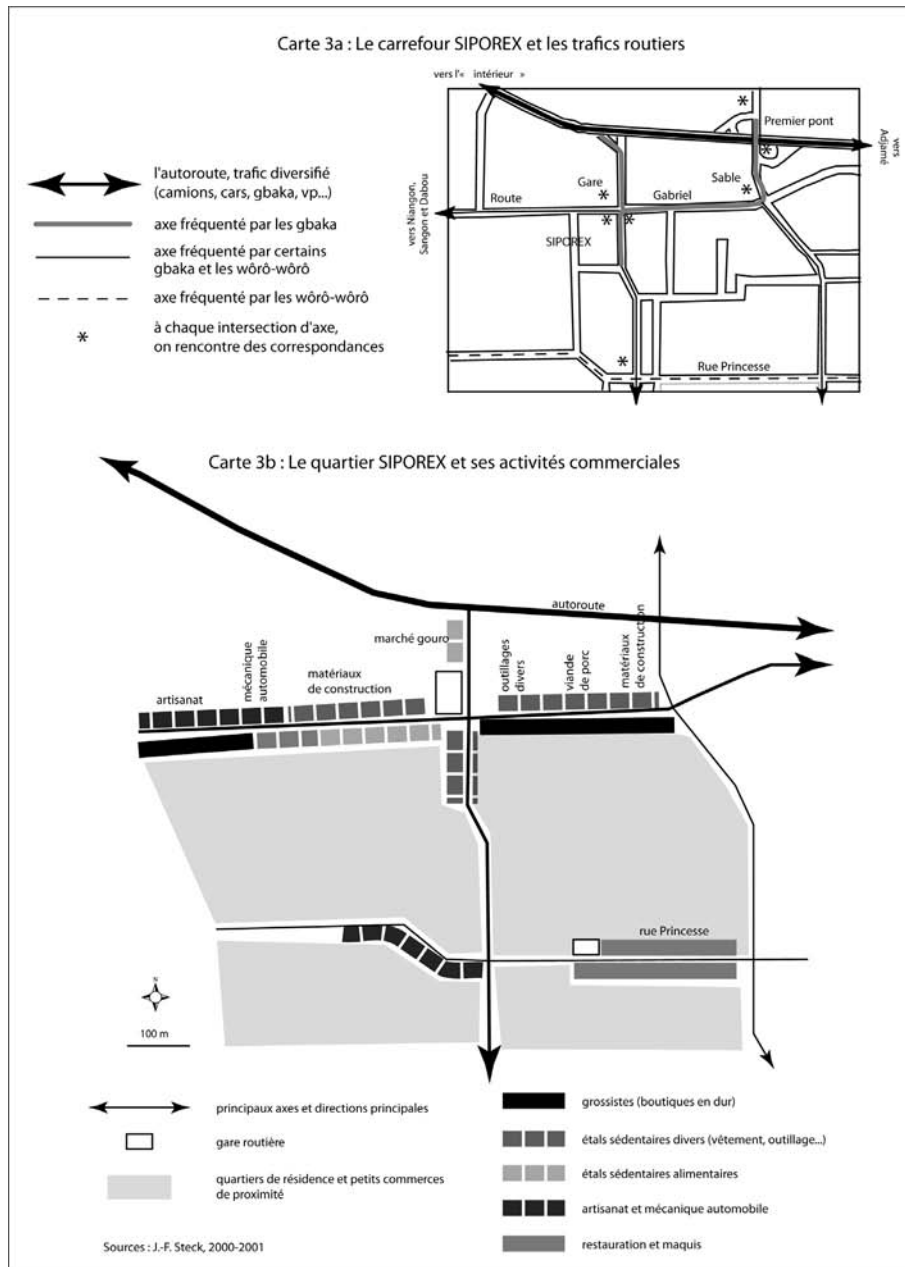


Fig. 3 – Le carrefour SIPOREX, porte d'entrée et centre yopougonnaute

puissamment imbriqués – accorder une grande attention aux évolutions politiques, jusqu’aux plus récentes, dont la commune a été le théâtre, et en partie l’actrice.

Un haut lieu de la culture urbaine ivoirienne

Yopougon est donc un haut lieu de la culture urbaine ivoirienne. Celle-ci y a un lieu emblématique, situé non loin du carrefour SIPOREX, la rue Princesse (fig. 3b), dont le nom même est devenue synonyme dans toutes les autres villes du pays de lieu festif nocturne : toute concentration de bars, maquis et discothèque se jauge et est jugée en fonction de cette rue yopougonnaute. Ainsi, le 2 janvier 2003 un article de *Fraternité Matin*, journal gouvernemental, titrait à propos des festivités du premier réveillon depuis le déclenchement de la guerre civile qu’« Yopougon, la rue princesse prend sa revanche » tandis qu’« à Treichville la célèbre rue 12 est déserte », illustrant ainsi l’important changement que la géographie des hauts lieux de la culture urbaine abidjanaise avait connu – peut-être en partie liée à la réputation de « ville jeune » de Yopougon. Cette attractivité festive yopougonnaute a d’ailleurs connu un nouveau sursaut lors de la phase finale de la Coupe du monde de football de 2006, la première pour laquelle la Côte d’Ivoire fut qualifiée, au point d’attirer l’attention d’un journaliste du *Monde*¹³.

« *Salut les couche-tard, nous sommes le [date du jour]* » : le mot d’accueil que l’on trouve sur le site officiel¹⁴ de la commune de Yopougon, au nom évocateur (<http://www.yopcity.net>), donne le ton de l’importance qu’occupe dans la culture communale le statut de foyer de culture urbaine interlope – même si cette image de marque fait débats au sein de la mairie, certains responsables municipaux retenant plutôt l’image déplorable de la rue Princesse, lieu de toutes les débauches (alcool, drogue, sexe et délinquance).

Mais au-delà des lieux, et de ce qu’ils signifient des dynamiques territoriales et des mutations en cours, plus favorables en ce sens à la périphérie qu’au vieux centre, sur quoi repose la culture urbaine promue à Yopougon ? Une première indication peut être donnée par les surnoms de la commune : Yopougon est le plus souvent nommée « Yop city » ou « Poy ». Ce traitement toponymique est parfaitement représentatif des modèles qui inspirent la jeunesse yopougonnaute : la culture noire américaine et les discours du « Black power », mais aussi les Beurs et la culture des banlieues françaises – références, on le remarquera au passage, qui renvoient à la fois aux *inner cities* états-uniennes et à une périphérie urbaine, mais toujours à une forme de marginalisation spatiale, politique, sociale et économique. Cette filiation se traduit aussi dans les pratiques vestimentaires (jean, tennis de marques, casquettes retournées... : ce n’est pas un hasard si le marché de fripes le plus important et le plus dynamique de l’agglomération est situé à Kouté). Ainsi, cette identité urbaine ivoirienne, magnifiée entre autres depuis quelques

13. « La meilleure ambiance pour les matches, vieux frère, elle est à Yop ! » relevé par P. Lepidi, « Abidjan tremble avec Drogba », *Le Monde*, 13 juin 2006. À propos du football à Yopougon, voir R. Poli [2002].

14. Consulté en avril 2007.

années dans les discours des « patriotes » nationalistes, est d'abord le résultat d'une assimilation culturelle internationale dont Yopougon fut le réceptacle¹⁵ et le creuset, avant de devenir, riche de ces apports extérieurs, l'incubateur d'une culture urbaine ivoirienne spécifique dont le Zouglou, genre musical né en Côte d'Ivoire [Konaté, 2002], est sans doute la meilleure illustration.

Cette culture urbaine, à l'instar de ses modèles états-uniens et français, est en effet à l'origine profondément politique et puise ses racines dans la Cité universitaire qui fut installée ici en 1980, et qui est aujourd'hui fermée. Haut lieu de contestation politique, en particulier à la charnière des années quatre-vingts-quatre-vingt-dix, la Cité connue une répression policière féroce en mai 1990, deux semaines après que les étudiants eurent obtenu le multipartisme. Le Zouglou est d'abord l'expression de la colère, de la revendication : derrière des paroles qui ne dédaignent pas le sexe, accompagnées de rythmes eux aussi très évocateurs, le ton est en fait très politique. D'abord contestataire, face au régime houphouétiste finissant puis face au règne de son successeur Konan Bédié, le Zouglou – du moins une partie du Zouglou – a accompagné Yopougon dans ses évolutions politiques nationalistes et patriotiques les plus extrêmes des dernières années. Ainsi, en septembre 2005, un grand concert de soutien au mouvement nationaliste s'est tenu dans la commune, regroupant artistes, jeunes patriotes, élus, cadres et membres du FPI... et autorités municipales (elles aussi FPI) yopougonnautes. Le maire de Yopougon, en prononçant le premier discours, tint à souligner le rôle « avant-gardiste » que sa commune a joué, depuis longtemps, dans la lutte « libératrice » qu'a conduit et que conduirait encore le pays¹⁶. On remarquera ici le lien qui semble se faire naturellement entre cette « nouvelle » culture urbaine ivoirienne (un concert), la politique nationale ivoirienne (le soutien au président Gbagbo et à ses milices) et Yopougon.

L'identité d'une commune qui se forge dans la contestation ou quand l'appropriation d'une commune par ses habitants passe par le politique

Outre le lien entre Yopougon et culture urbaine, entre culture urbaine et discours et pratiques politiques, c'est donc le lien entre Yopougon et le politique qu'il faut tenter de comprendre ici. On l'a vu, dans l'exergue et en introduction, l'image politique que Yopougon renvoie d'elle-même est en fait assez nette : celle d'une commune mono-ethnique (ce qui est évidemment faux, même si les ressortissants de l'Ouest et du Sud en général sont plus nombreux que dans les autres communes de l'agglomération, en valeur absolue comme en valeur relative), majoritairement FPI (les municipales de 2001 furent en effet remportées par le parti présidentiel avec 47,28 % des voix, contre 33 % dans l'ensemble de l'agglomération et 22,4 % dans le reste du pays) et actuel quartier général des milices nationa-

15. Les modes de diffusion de ces cultures sont variées (radio, télévision...), mais il ne faudrait sans doute négliger ni les retours estivaux des « Parisiens », ni, au moins sur le plan symbolique, les voyages en Afrique de l'Ouest qu'effectuent parfois des Noirs américains plus ou moins militants de la cause noire, ni la diffusion importante et rapide des sectes évangélistes.

16. *Notre Voie*, 10 septembre 2005. Quotidien du FPI, proche du président Gbagbo et des nationalistes ivoiriens.

listes des « Jeunes patriotes », qui ont élu domicile dans l'un des maquis les plus connus de la commune et sans doute l'un des plus emblématiques de cette culture urbaine que l'on vient de présenter, le « Baron ». De QG Yopougon est aussi devenue base arrière, puisque lors des grandes manifestations anti-françaises du 7 novembre 2004, elle a été présentée par les médias ivoiriens comme étant leur point de départ, détaillant même assez précisément leur itinéraire au sein de la commune et leur regroupement auprès des points de départ des bus que la compagnie publique avait mis à leur disposition.

Plusieurs éléments méritent ici attention : nous les évoquerons rapidement. L'importance des ressortissants de l'Ouest tout d'abord n'est pas à négliger, en particulier dans le cas d'une analyse des importants mouvements contestataires que la commune a connus. Ceux-ci peuvent être analysés, si l'on tient aux comparaisons rapides, comme une transposition urbaine des fortes oppositions issues de la politique d'aménagement de l'ouest ivoirien, transformé en front pionnier du café et du cacao exploité par les ressortissants de l'est et du nord (Burkinabè inclus). L'importance du FPI ensuite : ce parti étant celui de L. Gbagbo, et bien qu'il ait longtemps été « a-ethnique », il est logique qu'un certain nombre de ressortissants de l'ouest s'y soient reconnus... mais cette explication – comme toujours quand il s'agit d'ethnies – est très insatisfaisante. En fait, le FPI a longtemps été le parti des opposants socialistes au PDCI-RDA d'Houphouët et de ses successeurs, et recrutait essentiellement dans les milieux enseignants et étudiants, très présents à Yopougon, mais aussi dans les classes moyennes en cours de déclassement pour cause de crise économique et de plans d'ajustement structurel du FMI. Il y a là un lien évident entre l'appartenance socio-économique des yopougonautes et l'importance de leur engagement auprès du FPI. La place actuelle de Yopougon comme QG du nationalisme ivoirien peut enfin s'expliquer de plusieurs façons, mais il faut retenir qu'elle peut apparaître comme la suite logique de l'association de la commune à une très forte politisation, dont la récente expression violente peut apparaître comme un aboutissement excessif que des circonstances extrêmes peuvent rendre structurelles. Il y a d'abord le lien important entre mouvement étudiant, culture urbaine et revendications politiques. Il y a ensuite la spécificité du peuplement de Yopougon, ville constituée de jeunes ivoiriens ne pouvant espérer qu'un déclassement social par rapport à ce qu'avaient connu leurs parents et en reportant la responsabilité sur le néo-colonialisme de la France et l'importance des ressortissants étrangers en Côte d'Ivoire. Il y a enfin l'habileté politique des dirigeants de ces milices qui, en bons connaisseurs d'Abidjan, de Yopougon et des caractéristiques de cette périphérie singulière, savaient qu'ils trouveraient là un public en partie acquis à leur cause et, qui plus est, censé être proche d'une forme de « culture de la violence » par ailleurs bien délicate à définir (sur les jeunes et leur engagement, voir de Latour, 2005).

Cette importante dimension politique de Yopougon, qui peut donc conduire à une instrumentalisation de ses caractères pour notamment proposer à ces jeunes une sortie de marginalité, se traduit évidemment dans son fonctionnement quotidien. La radicalisation de la commune a nécessairement des répercussions sur son

peuplement – à tout le moins sur son peuplement temporaire (migrants récents, commerçants informels issus d'autres communes...) – et sur son fonctionnement quotidien. La fierté yopougonnaute d'être à la pointe du combat politique qu'exprimait le maire lors du concert de septembre 2005 a aussi un coût important et rend en effet parfois la gestion municipale assez délicate. Le cas des commerçants informels est ainsi exemplaire. L'accès à l'espace public est de plus en plus contrôlé par de jeunes yopougonautes qui, sans autre légitimité que leurs appartenances (nationale, ethnique, communale et partisane), s'octroient un pouvoir territorial coûteux pour quiconque souhaite développer une activité informelle, à SIPOREX par exemple tandis que les entrepreneurs informels issus de leurs rangs refusent de payer des taxes municipales : « comme on est Ivoirien, on est chez nous » (Richard, 19 ans). Cette pratique et ce non-paiement des taxes municipales ne sont en fait jamais revendiqués comme un acte subversif : on est loin d'un boycott. On est même en fait dans un tout autre registre car il s'agit ici de l'affirmation d'un droit national qui renvoie à un véritable discours nationaliste et au réel sentiment qu'en agissant ainsi, ils répondent en partie à l'un des nombreux programmes¹⁷ destinés à permettre aux Ivoiriens de se lancer dans ce genre d'activité, et auxquels la mairie de Yopougon s'associe souvent. Si le non-paiement des taxes est ici bien plus important qu'ailleurs dans l'agglomération (1 enquêté sur 5 contre 1 sur 10 dans l'ensemble de l'agglomération en 2000-2001), alors que les attentes, réelles, des entrepreneurs yopougonautes ne sont en rien originales par rapport à celles de leurs collègues des autres communes (aide à l'installation, fiscalité réduite, sécurité foncière contre les déguerpissements administratifs... bref, reconnaissance), c'est surtout, c'est une hypothèse, parce qu'il y est bien plus politique qu'ailleurs. On soulignera à cette occasion, et de façon plus générale, que les autorités municipales, si elles semblent très impliquées dans le contexte politique si particulier de la Côte d'Ivoire de ces dernières années, ne disposent toujours pas de marges de manœuvres véritablement suffisantes permettant la conduite de programmes communaux [sur cette question voir Crook, 1997] et restent *de facto* assez dépendantes d'autres échelles de pouvoir : confrontations avec les autres municipalités de l'agglomération ; poids du District autonome, dirigé par un cacique du FPI ancien maire d'Adjamé (P. Amondji) ; intérêts du gouvernement...

Conclusion

Modèle urbain national, creuset de l'urbanité ivoirienne, conscience politique démocratique puis foyer nationaliste, Yopougon semble incontestablement constituer une périphérie à part au sein de l'agglomération abidjanaise. Certes d'autres communes périphériques ont, au sein de cette même agglomération, de fortes individualités et une relation particulière à leur situation périphérique (comme Abobo,

17. le dernier en date, voulu par l'actuel président, n'est en effet nullement original : les discours et politiques destinés à faire la promotion de l'ivoirisation de l'informel sont anciens (entre autres programme de financement en 1972, discours-programmatique du président Bédié en 1998...). Remarquons qu'à Yopougon 65 % des entrepreneurs informels sont Ivoiriens (part des Ivoiriens dans la population communale : 89 %) ; ils sont 51 % à Abidjan (part des Ivoiriens dans la population de l'agglomération : 71 %).

associée à une très forte marginalité ethnique, sociale et économique, ou Cocody-Riviera, qui cultive la distinction d'une classe moyenne pourtant bien malmenée depuis le début des années quatre-vingts), mais aucune ne peut prétendre rivaliser avec elle, aucune n'a ce rayonnement, peut-être au final autant national et idéal qu'abidjanais et concret. Ce qui est frappant avec Yopougon, c'est justement ce paradoxe important que l'on ne peut que remarquer entre sa localisation périphérique essentielle à la compréhension de son histoire et de sa destinée, son appartenance à Abidjan, sans laquelle elle ne serait rien, et la capacité qu'elle a eue, notamment sur les plans culturels et politiques, voire économiques – le dynamisme de son informel –, à s'imposer comme ville à part entière en tentant toujours de repousser au-delà de ses frontières le risque de la marginalité, et ce malgré – ou grâce à ? – l'échec, au final relatif, du projet initial.

BIBLIOGRAPHIE

- ABOUE T M., OUBRERIE C. [2005-2006-2007], *Aya de Yopougon*, Paris, Gallimard, 3 vol. parus.
- AGIER M. [1999], *L'invention de la ville : banlieues, townships, invasions et favelas*, Amsterdam, EAC, 176 p.
- ANTOINE Ph., DUBRESSON A., MANOU-SAVINA A. [1987], *Abidjan « côté cours »*, Paris, Karthala-ORSTOM, 277 p.
- BREDELOUP S. [2005], « Centralités commerciales, centralités immigrées à Abidjan » in G. Capron, G. Cortès et H. Guétat-Bernard (éd.), *Liens et lieux de la mobilité*, Paris, Belin, p. 249-272.
- CONTAMIN B., MEMEL-FOTÉ H. (éd.) [1997], *Le modèle ivoirien en questions : crises, ajustements, recompositions*, Paris, Karthala-ORSTOM, 802 p.
- CROOK R. [1997], « Démocratie, participation et capacité à répondre : une étude des relations entre les communes ivoiriennes et leurs citoyens », in B. Contamin et H. Memel-Foté (éd.), *op. cit.*, p. 459-481.
- DE LATOUR E. [2005], « La jeunesse ivoirienne : “Guerriers”, “chercheurs”, “créateurs” », *Études*, n° 402-4, p. 471-482.
- DEMBELE O. [1997], « Le modèle d'urbanisme ivoirien face à la crise économique : observations à propos de l'habitat métropolitain », in B. Contamin et H. Memel-Foté (éd.), *op. cit.*, p. 483-513.
- DIABATÉ H., KODJO L. [1991], *Notre Abidjan*, Abidjan, Mairie d'Abidjan, 220 p.
- DUBRESSON A. [1989], *Villes et industries en Côte d'Ivoire : pour une géographie de l'accumulation urbaine*, Paris, Karthala, 845 p.
- HAERINGER Ph. [1985], « 25 ans de politiques urbaines à Abidjan, ou la tentation de l'urbanisme intégral » *Politique africaine*, n° 17, <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/017020.pdf>.
- HAERINGER Ph. [2000], « Abidjan : quatre cercles plus un » et « Abidjan », in F. Dureau et alii (éd.), *Métropoles en mouvement : une comparaison internationale*, Paris, Economica-Anthropos-IRD, p. 73-80 et 419-432.
- <http://www.abidjan.net> (portail spécialisé qui propose, outre une revue de presse, des liens vers les sites de l'ensemble des titres de la presse ivoirienne).
- KONATÉ Y. [2002], « Génération zouglo », *Cahiers d'études africaines*, n° 168, <http://etudes-africaines.revues.org/document166.html>.

- LEENHARDT B. [2005], *Le poids de l'informel en UEMOA, premières leçons en termes de comptabilité nationale des enquêtes 1-2-3 de 2001-2003*, Paris, AFD, 30 p.
- POLI R. [2002], *Le football en Côte d'Ivoire : organisation spatiale et pratiques urbaines*, Neuchâtel, CIES, 140 p.
- STECK J.-F. [2003 a], « "Apprenti là, c'est même cour" (Abidjan 2000) : quand l'informel urbain n'est plus alimenté par le monde rural... », *Ville-école-intégration Enjeux*, n° 134, p. 75-87.
- STECK J.-F. [2003 b], *Territoires de l'informel : les petites activités de rue, le politique et la ville à Abidjan*, thèse de doctorat en géographie, Université de Paris X-Nanterre, 600 p.
- STECK J.-F. [2005], « Abidjan et le Plateau : quels modèles urbains pour la vitrine du "miracle" ivoirien ? », *Géocarrefour*, vol. 80, n° 3, p. 215-226.
- TINEL F., GUICHAOUA Y. [2002], « Les jeunes : une génération à la croisée des cultures », in G.P. Tapinos, Ph. Hugon et P. Vimard (éd.), *La Côte d'Ivoire à l'aube du XXI^e siècle : défis démographiques et développement durable*, Paris, Karthala, p. 435-470.
- VIDAL C., LE PAPE M. (éd.) [2002], *Côte d'Ivoire, l'année terrible : 1999-2000*, Paris, Karthala, 254 p.
- YAPI DIAHOU A. [1981], *Étude de l'urbanisation de la périphérie d'Abidjan : l'urbanisation de Yopougon*, thèse de 3^e cycle en géographie, Université de Toulouse Le Mirail, 322 p.
- YAPI-DIAHOU A. [1984], *L'habitat et le travail sur le plateau du Banco, signification d'un équilibre*, Abidjan, ORSTOM, 27 p.
- YAPI-DIAHOU A. [2000], *Baraques et pouvoirs dans l'agglomération abidjanaise*, Paris, L'Harmattan, 456 p.